

PARTIE I

Structure et définition des indicateurs

PARTIE I
Chapitre 1

Guide d'interprétation

1. Buts des indicateurs sociaux

Le présent ouvrage vise à apporter des éléments de réponse aux deux questions suivantes :

- Quels progrès les pays de l'OCDE ont-ils enregistrés en matière de développement social?
- Dans quelle mesure les actions engagées par la société pour promouvoir le développement social ont-elles été efficaces?

Pour répondre à la première de ces questions, il faut disposer d'un ensemble d'indicateurs couvrant un large éventail d'aspects sociaux. Le développement social nécessite santé, éducation, ressources économiques et une base stable d'interactions sociales; les indicateurs doivent donc nous renseigner sur tous ces aspects. La deuxième question est plus complexe. Les sociétés s'efforcent d'agir sur la situation sociale en général au travers de mesures gouvernementales dont il s'agit de savoir si elles atteignent effectivement leurs objectifs. Les indicateurs peuvent aider à le déterminer. Il s'agit de comparer les changements de la situation sociale que s'efforcent d'induire les politiques sociales et l'importance des moyens qui y sont consacrés. Cette comparaison ne permet évidemment pas de mesurer globalement l'efficacité d'un programme donné, mais elle met en lumière ces aspects qui appellent une étude plus approfondie.

2. La structure des indicateurs sociaux de l'OCDE

Si la structure adoptée dans cet ouvrage est loin de constituer un cadre complet de statistiques sociales, elle représente néanmoins davantage qu'une liste unidimensionnelle. Elle prend en compte l'expérience d'autres secteurs de l'OCDE quant à la manière d'évaluer les politiques et les résultats vers lesquels elles tendent. Elle tient compte en particulier des travaux de l'OCDE sur les indicateurs environnementaux, travaux qui s'articulent selon ce que l'on appelle le modèle « pression-état-réponse » (PSR)¹. Selon ce modèle, les activités humaines exercent sur l'environnement des pressions qui modifient la qualité et la quantité des ressources naturelles et les conditions ambiantes (état) et qui incitent la société à répondre à ces changements par des politiques diverses (réponses de la société). Le modèle PSR a pour objet de mettre ces liens en évidence et d'aider les décideurs et le public à prendre conscience de l'interdépendance entre questions environnementales et au-delà. Il met en relation des indicateurs de l'action des pouvoirs publics et de la collectivité (indicateurs de réponse) et des indicateurs des situations sur lesquelles cette action tente d'influer (indicateurs d'état et de pression).

Une approche similaire est retenue ici pour les indicateurs sociaux. Ceux-ci sont regroupés selon deux dimensions. La première concerne la nature de ces indicateurs, classés en trois catégories² :

1. **Contexte social.** Il s'agit de variables qui, en règle générale, ne sont pas directement visées par l'action gouvernementale mais qui sont essentielles pour appréhender le contexte

dans lequel s'élabore la politique sociale. Par exemple, la proportion de personnes âgées dans la population totale ne constitue pas la cible directe de l'action des pouvoirs publics mais elle détermine la façon dont telle ou telle mesure influe sur le niveau de vie et les charges des personnes âgées. Contrairement à d'autres, les indicateurs du contexte social ne peuvent pas s'interpréter clairement comme « bons » ou « mauvais ». Ainsi, par exemple, les différences d'un pays à l'autre du nombre de familles monoparentales peuvent tenir à des facteurs culturels, même si dans tous les pays les responsables des politiques sociales sont appelés à en affronter les conséquences.

2. **État de la société.** Ces indicateurs permettent de décrire les situations sociales sur lesquelles les politiques s'efforcent d'agir. En principe, ces indicateurs doivent pouvoir être interprétés facilement et sans ambiguïté – c'est le cas du taux de pauvreté, par exemple, que tous les pays préfèrent faible plutôt qu'élevé. Ces indicateurs décrivent soit la situation sociale générale de la population, soit un aspect particulier que la politique sociale s'efforce de modifier.
3. **Réponse de la société.** Ces indicateurs donnent des informations sur l'ampleur et la nature des mesures sociales, c'est-à-dire ce que la société fait pour modifier la situation sociale. Ils rendent compte de l'action publique, mais aussi des activités des secteurs privé et associatif. Les indicateurs du développement des systèmes de retraite privée et des dispositions prises par les individus et les familles pour la prise en charge des personnes âgées et des enfants relèvent de cette catégorie³. La comparaison entre les indicateurs des réponses de la société et les indicateurs de son état permet d'avoir une indication de premier ordre quant à l'efficacité des politiques.

La seconde dimension selon laquelle l'OCDE regroupe les indicateurs sociaux correspond aux grands domaines de la politique sociale. Les indicateurs d'état et de réponse de la société sont ainsi classés en fonction des quatre *objectifs* de la politique sociale :

- A) Le renforcement de **l'autonomie** est l'un des objectifs fondamentaux de la politique sociale, comme en témoignent par exemple les communiqués des ministres des pays de l'OCDE chargés des affaires sociales et de la santé (www.oecd.org/socmin2005). L'autonomie des individus est encouragée par des mesures visant à leur permettre de participer activement à la vie économique et sociale et d'accomplir sans aide extérieure les actes de la vie courante.
- B) Le principe d'**équité**, dans ce contexte, se réfère aux désavantages sur le plan social ou du marché du travail et à l'égalité des chances. L'équité des résultats se mesure principalement en termes d'accès des ménages aux ressources.
- C) Améliorer **l'état de santé** de la population est l'objectif fondamental des systèmes de santé. Si cet objectif conduit à se concentrer sur la maladie et son traitement, dans plusieurs cas d'autres facteurs sociaux peuvent influencer la mortalité et la morbidité.
- D) La **cohésion sociale** est souvent désignée comme objectif prioritaire des politiques sociales. Si les avis divergent beaucoup quant à sa définition précise, une série de « pathologies » peuvent indiquer un *déficit de cohésion sociale*. C'est le cas par exemple des taux de délinquance, d'incarcération, de suicide, de conflits du travail et d'instabilité familiale. S'y ajoutent des mesures du degré de participation des individus à la collectivité.

Sur la base de ces deux dimensions, les indicateurs sociaux de l'OCDE peuvent être présentés selon la matrice du tableau 1.1.

3. Choix et description des indicateurs

La collecte de statistiques diffère beaucoup selon les pays membres, surtout dans le domaine social. Pour choisir les indicateurs présentés dans ce rapport, les choix suivants ont été faits :

- Une première considération concerne le degré de comparabilité des indicateurs entre les pays. Si dans ce volume on s'efforce de présenter les meilleures informations comparatives pour chacun des domaines considérés, on ne se limite pas aux indicateurs pour lesquels il y a comparabilité « absolue » ; on alertera donc le lecteur sur la nature des données utilisées et les pièges qu'elles pourraient recéler.
- Une deuxième considération concerne le point de savoir s'il faut s'en tenir à des indicateurs disponibles pour l'ensemble des pays ou, sinon, jusqu'à quel point on peut s'écarter de ce principe. En règle générale, cet ouvrage ne présente que des indicateurs disponibles pour une majorité de pays de l'OCDE.
- Une troisième considération se rapporte au mode de décomposition éventuel de ces indicateurs. Les indicateurs sociaux peuvent souvent se décomposer en sous-catégories telles qu'âge de l'individu, type de famille, genre. La ventilation dont on dispose (par exemple, par individu ou par caractéristiques du ménage) varie selon l'indicateur considéré, et on en utilise ici plusieurs. On n'a pas non plus essayé d'utiliser les mêmes unités pour toutes les données : les indicateurs sociaux présentés conjuguent nombre d'individus, unités monétaires, pourcentages du PIB, etc.

Pour chacun des indicateurs retenus, la partie II de cette étude résume les principales tendances qu'ils révèlent et donne une information générale sur les définitions et la méthode de mesure. La plupart des indicateurs existent déjà sous une forme ou sous une autre et beaucoup figurent dans d'autres publications périodiques de l'OCDE (par exemple, *Statistiques de la population active*, *Base de données des dépenses sociales*, *Données sur la santé*) ; d'autres ont été collectées spécialement. Certains indicateurs figurent dans toutes les éditions du *Panorama de la société*, d'autres varient d'une édition à l'autre.

Les indicateurs peuvent intéresser plusieurs domaines de la politique sociale et par conséquent entrer dans plusieurs catégories. Par exemple, l'aptitude à accomplir les actes de la vie courante sans aide extérieure est un indicateur à la fois de cohésion sociale, d'autonomie et de santé. Le problème des indicateurs qui relèvent de plusieurs domaines n'est pas propre à la politique sociale ; la solution retenue dans ce rapport consiste à présenter les indicateurs sous la rubrique dont ils relèvent le plus directement sans y revenir ailleurs. D'autre part, toutes les sections thématiques de cet ouvrage incluent souvent plusieurs indicateurs, qui donnent des informations à la fois sur l'état de la société et sur ses réponses. Dans l'ensemble de l'étude, le code entre parenthèses associé à chaque indicateur (par exemple GE1) sert à le situer par rapport à un domaine d'action (selon les listes figurant ci-après), et les indicateurs sont numérotés de manière à faciliter les renvois. Les noms et les codes des indicateurs utilisés ici peuvent différer de ceux qui figuraient dans les versions précédentes du *Panorama de la société*, mais on a veillé à assurer la continuité des domaines couverts.

3.1. Indicateurs de contexte (GE)

En comparant les indicateurs d'état et de réponse de la société, il est facile de dire qu'un pays fait moins bien que les autres ou consacre beaucoup plus d'argent à un objectif spécifique. Mais il importe de replacer ce genre de constat dans un contexte plus général.

Tableau 1.1. Indicateurs sociaux figurant dans diverses éditions du **Panorama de la société (2001, 2003, 2005, 2006)**

		Contenu			
		Autonomie (SS)	Équité (EQ)	Santé (HE)	Cohésion sociale (CO)
Nature	Réponse de la société	<ul style="list-style-type: none"> • Revenu national • Ratio de dépendance démographique • Immigration (2006, 2005, 2003) • Taux de fécondité (2006, 2005, 2001) • Mariages et de divorces (2006, 2005, 2001) • Réfugiés et demandeurs d'asile (2001) • Familles monoparentales (2001) 			
	Situation sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Emploi • Chômage • Mères de famille en activité professionnelle • Ménages sans emploi (2005, 2003, 2001) • Jeunes sans emploi (2005, 2001) • Âge de départ en retraite (2005, 2001) • Niveau de formation (2005, 2003, 2001) • Coûts de garde des enfants (2006) 	<ul style="list-style-type: none"> • Revenu des personnes âgées (2005, 2003) • Pauvreté relative (2005, 2001) • Inégalités des revenus (2005, 2001) • Emplois à bas salaire (2001) • Écarts de salaire entre hommes et femmes (2006, 2001) • Pauvreté des enfants (2005, 2003) • Privation matérielle (2006) • Persistance de la pauvreté (2006) • Mobilité intergénérationnelle (2006) • Coûts du logement (2006) 	<ul style="list-style-type: none"> • Espérance de vie (2006, 2005, 2001) • Espérance de vie en bonne santé (2005, 2003) • Mortalité infantile (2005, 2001) • Années potentielles de vie perdues (2003, 2001) • Espérance de vie sans incapacité (2001) • Accidents (2001) • Insuffisance pondérale à la naissance (2006, 2003) • Absentéisme pour maladie (2006) • Inégalités de santé (2006) 	<ul style="list-style-type: none"> • Suicides • Satisfaction à l'égard de l'existence (2006, 2005) • Isolement social (2005) • Participation à la vie associative (2005, 2001) • Naissances chez les adolescentes (2005, 2003) • Usage de stupéfiants et décès en résultant (2005, 2001) • Grèves (2006, 2003, 2001) • Délits et infractions (2003, 2001) • Participation aux élections (2006, 2001) • Délinquance juvénile (2003) • Confiance dans les institutions politiques (2006) • Accidents du travail (2006)
	Contexte social	<ul style="list-style-type: none"> • Prestations hors emploi • Performances scolaires (2006, 2003) • Mesures d'activation (2001) • Dépenses d'éducation (2001) • Éducation et accueil des jeunes enfants (2001) • Littératie des adultes (2001) • Coin fiscal (2006, 2001) • Éléves présentant des déficiences (2003) • Ressources des adultes handicapés (2003) • Personnes handicapées en activité (2003) • Minima sociaux (2005) 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses sociales publiques • Dépenses sociales totales • Dépenses sociales privées (2005, 2001) • Bénéficiaires de prestations (2003, 2001) • Écarts de salaire entre hommes et femmes (2006) • Salaire minimum (2001) • Taux de remplacement des retraites (2006, 2005) • Promesse de pension (2005) • Personnes handicapées en activité (2003) 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses totales de santé • Structure de financement des soins de santé (2003, 2001) • Soins de longue durée (2006, 2005, 2001) • Infrastructure médicale (2001) 	<ul style="list-style-type: none"> • Population carcérale (2006, 2003, 2001)

Note : Ces données renvoient aux « domaines » couverts par le *Panorama de la société – Les indicateurs sociaux de l'OCDE* dans ses diverses éditions. Dans chaque domaine, les indicateurs utilisés peuvent varier selon l'année. Les indicateurs en caractères gras figurent dans chacune des éditions du *Panorama de la société* (2001, 2003, 2005 et 2006). Ce tableau ne reprend que les indicateurs figurant dans la version imprimée. Les dénominations attribuées à chaque indicateur sont celles utilisées dans l'édition 2006; par ailleurs, certains indicateurs peuvent être passés d'une catégorie à une autre (ainsi la population carcérale était classée parmi les indicateurs de « réponse » dans l'édition 2003, et les indicateurs « d'état » dans celle de 2005).

Source : Diverses éditions du *Panorama de la société – Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Paris.

Par exemple, le revenu national varie beaucoup selon les pays de l'OCDE. Dans l'hypothèse où il existe un lien entre le revenu et la santé, on peut s'attendre à ce que l'état de santé de la population soit meilleur dans les pays riches que dans les pays pauvres, indépendamment des réponses mises en place par la société. Si la demande de services de santé augmente avec le revenu (ce qui semble être le cas), on peut s'attendre à ce que les dépenses de santé des pays riches (en pourcentage du revenu national) soient supérieures à celles des pays pauvres. Cela ne veut pas dire que les indicateurs de l'état de santé et des dépenses de santé sont fallacieux; mais qu'il faut garder à l'esprit le contexte général dans lequel s'inscrivent les données lorsqu'on analyse leurs implications. Une autre caractéristique de la plupart des indicateurs de contexte est qu'on ne peut pas dire *a priori* si une valeur élevée est bonne ou mauvaise.

Beaucoup d'indicateurs de contexte sont utiles pour interpréter plusieurs des indicateurs présentés dans cet ouvrage. C'est le cas du revenu national par habitant (GE1) qui a une incidence sur la qualité, l'ampleur et la nature de la protection sociale que la société peut offrir, mais aussi du ratio de dépendance démographique (GE2), du taux de fécondité (GE3), de l'immigration (GE4) et des taux de mariages et de divorces (GE5). Comme on l'a précisé plus haut, les indicateurs de contexte sont importants pour tous les quatre objectifs fondamentaux des politiques sociales – équité, autonomie, santé et cohésion sociale.

Liste des indicateurs de contexte (GE)

GE1. Revenu national par habitant
GE2. Ratio de dépendance démographique
GE3. Taux de fécondité
GE4. Immigration
GE5. Mariages et de divorces

3.2. Indicateurs d'autonomie (SS)

Pour la majeure partie de la population en âge de travailler, c'est l'emploi rémunéré (SS1) qui permet d'acquérir des ressources économiques, une identité, des relations et un statut social. En outre, presque tous les systèmes de sécurité sociale sont financés par les cotisations des actifs. C'est pourquoi rehausser le niveau de l'emploi est une priorité pour tous les pays de l'OCDE.

Cependant, le chômage (SS2) rend souvent difficile de subvenir à ses propres besoins et à ceux de sa famille par le travail. L'accès à un travail rémunéré est souvent particulièrement difficile pour les mères de jeunes enfants (SS3), du fait du coût souvent élevé des dispositifs de garde des enfants (SS4). Comme les difficultés d'accès au marché du travail sont souvent concentrées parmi les travailleurs peu qualifiés, les mauvaises performances des élèves à la fin de la scolarité obligatoire peuvent avoir des conséquences durables sur leurs chances d'entrer dans la vie active dans de bonnes conditions (SS7).

Face à ces problèmes, la société a coutume de répondre en même temps par le versement de prestations monétaires aux personnes dans l'incapacité de subvenir à leurs propres besoins, et par des actions visant à faciliter l'insertion sur le marché du travail. Cependant, si elles sont mal conçues, ces mesures peuvent être antinomiques. Par exemple, les prestations versées aux sans-emploi par les régimes de protection sociale peuvent réduire à la fois les incitations financières au travail (SS6) et la demande de main-d'œuvre des entreprises (SS5).

Le tableau ci-après présente les indicateurs d'état et de réponse de la société qui permettent de juger si les pays de l'OCDE ont réussi à atteindre les objectifs fixés s'agissant de l'autonomie des individus et de leurs familles.

Liste des indicateurs d'autonomie (SS)¹

État de la société	Réponses de la société
SS1. Emploi	SS5. Coin fiscal sur les salaires
SS2. Chômage	SS6. Prestations hors emploi
SS3. Mères de famille en activité professionnelle	
SS4. Coûts de garde des enfants	
SS7. Performances scolaires	
<i>EQ2. Inégalités de salaires</i>	<i>EQ5. Dépenses sociales publiques</i>
<i>EQ3. Écarts de salaires entre hommes et femmes</i>	<i>EQ6. Dépenses sociales totales</i>
<i>EQ4. Mobilité intergénérationnelle</i>	
<i>EQ7. Persistance de la pauvreté</i>	

1. Les indicateurs en italiques, présentés dans une autre sous-section, sont également pertinents pour l'évaluation de l'autonomie.

3.3. Indicateurs d'équité (EQ)

Le concept d'équité peut être abordé sous différents angles : en termes d'accès aux services sociaux, d'opportunités économiques et de résultats. Les avis sur ce que doit être exactement une redistribution équitable des ressources ou ce qui détermine une juste répartition des chances varient au sein des pays et d'un pays à l'autre. Comme il est difficile d'obtenir des informations complètes sur tous les aspects de l'équité, la plupart des indicateurs d'état de la société pertinents pour juger des résultats en matière d'équité se limitent à l'inégalité des ressources financières ; ils s'étendent beaucoup plus rarement aux modes de consommation.

Si l'on évalue surtout la pauvreté en termes de ressources financières, on peut aussi la mesurer en considérant le degré de privation matérielle dans différents pays (EQ1). Les effets de la pauvreté dépendent aussi de la mesure dans laquelle elle persiste dans le temps (EQ7) et compromet les chances de mobilité intergénérationnelle (EQ4). La pauvreté tient souvent d'abord à la forte inégalité des salaires (EQ2) et aux disparités salariales entre hommes et femmes (EQ3), mais ses conséquences financières peuvent être aggravées par le coût élevé du logement (EQ9).

Les régimes de protection sociale sont le principal instrument auquel ont eu recours les décideurs face aux problèmes d'équité. Tous les pays de l'OCDE ont mis en place (ou sont en train de le faire) des systèmes de protection sociale qui assurent à des degrés divers une redistribution des ressources au sein de la société et garantissent les individus contre un certain nombre de risques. Il s'agit soit de prestations fournies par le système de sécurité sociale (EQ5) soit d'une combinaison de dépenses fiscales et de dépenses privées (EQ6). Dans la plupart des pays de l'OCDE, la plus grande part de ces moyens sont consacrés à garantir des ressources après la retraite, et les indicateurs du taux de remplacement des pensions de vieillesse (EQ8) montrent l'incidence à long terme des règles et paramètres des régimes existants pour les futurs retraités.

Il n'est pas facile de distinguer les indicateurs de l'équité de ceux de l'autonomie. Considérés ensemble, ils renseignent sur la façon dont les systèmes de protection sociale font face à un dilemme récurrent : comment offrir un niveau adéquat de prestations tout en garantissant la viabilité du système et en encourageant l'autonomie des individus.

Liste des indicateurs d'équité (EQ)¹

État de la société	Réponses de la société
EQ1. Privation matérielle	EQ5. Dépenses sociales publiques
EQ2. Inégalités de salaires	EQ6. Dépenses sociales totales
EQ3. Écarts de salaires entre hommes et femmes	EQ8. Taux de remplacement des retraites
EQ4. Mobilité intergénérationnelle	
EQ7. Persistance de la pauvreté	
EQ8. Coûts du logement	
<i>SS2. Emploi</i>	<i>SS6. Prestations hors emploi</i>
<i>SS3. Chômage</i>	<i>HE2. Dépenses de santé</i>
<i>SS4. Mères de famille en activité professionnelle</i>	

1. Les indicateurs en italiques, présentés dans une autre sous-section, sont également pertinents pour l'évaluation des résultats en matière d'équité.

3.4. Indicateurs de santé (HE)

Il existe un lien fort entre la situation sociale et celle de la santé. En effet, l'amélioration des niveaux de vie, conjuguée à une meilleure accessibilité des soins et aux progrès constants des technologies médicales, a contribué à une amélioration marquée de l'état de santé, mesurée par exemple par l'espérance de vie (HE1). Cette évolution correspond dans une large mesure à une amélioration des taux de mortalité infantile et d'autres indicateurs de la santé des enfants (notamment la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance (HE4)). Des défis importants subsistent néanmoins. Les inégalités de santé restent marquées non seulement d'un pays à l'autre, mais aussi à l'intérieur d'un même pays (HE6), et se traduisent souvent par une mortalité plus précoce des individus qui présentent un faible niveau d'instruction, de revenu et de statut social. Or, un mauvais état de santé a un impact direct sur les résultats économiques lorsqu'il se traduit par un taux élevé d'absences au travail (HE4).

Les dépenses de santé (HE2) font partie de la réponse apportée par la politique de santé aux préoccupations relatives à la santé générale et à celle de catégories particulières. Une autre manifestation de cette réponse est le nombre croissant de personnes âgées dépendantes qui bénéficient de soins de longue durée soit en établissement, soit à domicile (HE5). Cela dit, les problèmes de santé découlent parfois d'un ensemble de facteurs sociaux interdépendants – chômage, pauvreté et mauvaises conditions de logement – qui ne relèvent pas de la politique de santé. En outre, plus que du niveau de dépenses en soi, l'efficacité des interventions en matière de santé dépend souvent d'autres caractéristiques du système de santé, telles qu'une insuffisance de couverture de

Liste des indicateurs de santé (HE)¹

État de la société	Réponses de la société
HE1. Espérance de vie	HE2. Dépenses de santé
HE3. Insuffisance pondérale à la naissance	HE5. Bénéficiaires de soins de longue durée
HE4. Absence au travail pour maladie	
HE6. Inégalités de santé	
<i>EQ4. Mobilité intergénérationnelle</i>	<i>EQ5. Dépenses sociales publiques</i>
<i>CO4. Suicides</i>	<i>EQ6. Dépenses sociales totales</i>
<i>CO5. Accidents du travail</i>	

1. Les indicateurs en italiques, décrits dans une autre sous-section, sont également pertinents pour l'évaluation des résultats en matière de santé.

l'assurance médicale ou l'imposition d'un ticket modérateur, qui peuvent freiner la demande de soins⁴. On trouvera dans *Eco-Santé OCDE* et dans le *Panorama de la santé*, également publié sur une base biennale, un éventail beaucoup plus large d'indicateurs de l'état de santé et du fonctionnement des systèmes de santé.

3.5. Indicateurs de cohésion sociale (CO)

Favoriser la cohésion sociale est un objectif fondamental de la politique sociale dans de nombreux pays de l'OCDE. Cependant, faute d'une définition communément admise de ce terme, il n'est pas facile d'identifier les indicateurs qui conviennent. La démarche adoptée ici consiste à évaluer la cohésion sociale au moyen d'indicateurs mettant en évidence la mesure dans laquelle les citoyens participent à la vie sociale et retirent une satisfaction de leurs activités quotidiennes, et d'autres indicateurs qui nous renseignent sur diverses pathologies ou états impliquant un risque d'exclusion sociale des individus concernés, ou sur l'ampleur des conflits sociaux dans un pays.

La participation aux élections (CO1) et le degré de confiance des citoyens dans leurs institutions politiques (CO6) sont deux mesures importantes de l'intégration des individus et de leur participation à la vie sociale⁵. Les données d'enquête sur la satisfaction subjective à l'égard de la vie (CO7) sont aussi une mesure « directe » importante du bien-être des individus et de la cohésion de la société dans son ensemble.

D'un autre côté, d'autres indicateurs témoignent non pas seulement des difficultés individuelles mais aussi d'un dysfonctionnement plus profond de la société dans son ensemble. C'est le cas des mesures de la prévalence des suicides (CO3) et de la population carcérale (CO2). Les indicateurs relatifs aux grèves (CO5) donnent des informations sur le degré consensuel des relations du travail, tandis que des taux élevés d'accidents du travail (CO4) reflètent souvent un dysfonctionnement de la sécurité qui s'applique aux travailleurs.

Au-delà de ces indicateurs de l'état de la société, les indicateurs de contexte peuvent aussi aider à mettre en évidence l'existence de différents groupes et catégories de ménages qui sont particulièrement exposés aux risques d'exclusion sociale (par exemple, les personnes vivant seules). Enfin, il faut souligner qu'il est beaucoup plus difficile d'identifier des indicateurs de réponse pertinents. D'un autre côté, toutes les interventions publiques qui relèvent d'autres dimensions de la politique sociale (autonomie, équité et santé) ont aussi leur effet sur la cohésion sociale.

Liste des indicateurs de cohésion sociale (CO)²

État de la société	Réponses de la société
CO1. Participation aux élections	CO2. Population carcérale
CO3. Suicides	
CO4. Accidents du travail	
CO5. Grèves	
CO6. Confiance dans les institutions politiques	
CO7. Satisfaction à l'égard de l'existence	
<i>SS2. Chômage</i>	<i>EQ5. Dépenses sociales publiques</i>
<i>EQ1. Privation matérielle</i>	<i>EQ6. Dépenses sociales totales</i>
<i>EQ7. Persistance de la pauvreté</i>	<i>HE2. Dépenses de santé</i>
<i>HE1. Espérance de vie</i>	
<i>HE4. Absentéisme pour maladie</i>	

2. Les indicateurs en italiques, présentés dans une autre section, sont également pertinents pour l'évaluation des résultats en matière de cohésion sociale.

4. Ce que vous trouverez dans cette publication

Pour chacun des thèmes abordés dans la partie II du présent rapport, un encadré donne la définition de l'indicateur concerné et indique quels sont les éventuels problèmes de mesure. Il y a trop de différences entre les pays pour que l'on puisse prétendre que certains indicateurs répondent à une définition unique : des différences de qualité des données sont inévitables. Lorsque c'est le cas, l'encadré s'efforce de le préciser. Après cette première section, « Définition et mesure », on trouvera une synthèse des principales tendances, et des différences entre pays des divers indicateurs, avec une explication de leur origine. D'une façon générale, chaque section présente les informations relatives à une année donnée pour tous les pays de l'OCDE pour lesquels les données pertinentes sont disponibles, ainsi que les tendances pour un certain nombre de pays. Les faits sont présentés sous forme de graphiques et tableaux, avec une bibliographie et les titres des publications dont les indicateurs sont tirés.

Pour la plupart des indicateurs, les données peuvent être ventilées selon l'âge des individus, le genre et le type de famille. Des séries chronologiques sont presque toujours disponibles. Cependant, pour éviter que la publication soit trop volumineuse, il a fallu renoncer à présenter la totalité des données. Les données brutes ayant servi à l'élaboration de chaque indicateur sont accessibles sur le site Web de l'OCDE (www.oecd.org/els/social/indicators/sag), ou, en version électronique, en cliquant sur le « StatLink » en bas à droite de chaque indicateur (les données pour tous les pays y sont également accessibles).

Notes

1. Le modèle PSR (Pressure-State-Response ou pression-état-réponse) est lui-même une variante du modèle DSR (Driving force-States-Response ou Force motrice-état-réponse) utilisé par la Commission des Nations Unies pour le développement durable et du modèle DPSIR (Driving force-Pressure-State-Impact-Response ou force motrice-pression-état-impact-réponse) utilisé par l'Agence européenne de l'environnement.
2. Ce classement diffère quelque peu du modèle PSR. Parmi les indicateurs de l'environnement, les indicateurs de pression concernent les flux (émissions de polluants, production de déchets et consommation de ressources) qui pèsent sur les stocks de biens environnementaux (qualité de l'eau ou de l'air, biodiversité) tandis que les indicateurs de réponses peuvent se rapporter soit à des flux, soit à des stocks.
3. Malgré la répartition des indicateurs sociaux entre ces trois groupes, la distinction entre *contexte* et *état* n'est pas toujours facile. Par exemple, l'augmentation des taux de fécondité peut constituer un objectif de politique nataliste dans certains pays, mais s'inscrire simplement dans le contexte de la politique sociale générale dans d'autres. De même, l'éclatement des familles peut être considéré comme un échec des politiques gouvernementales dans certains pays, mais ne pas figurer parmi les préoccupations affichées des pouvoirs publics dans d'autres. Toute démarcation entre différents indicateurs aura donc inévitablement un caractère arbitraire.
4. La présence insuffisante de services médicaux dans certaines régions géographiques peut aussi provoquer un rationnement implicite des soins, auquel une meilleure planification régionale pourrait remédier.
5. Par conséquent, ces deux indicateurs rendent compte d'un aspect important du *capital social*, à savoir « les réseaux de normes, valeurs et connaissances communes qui facilitent la coopération à l'intérieur des groupes » (OCDE, 2001, *Du bien-être des nations : Le rôle du capital humain et social*, Paris).

PARTIE I
Chapitres 2

**La mesure du bien-être :
Quel rôle pour les indicateurs sociaux?**

1. Introduction

Les indicateurs sociaux fournissent des informations sur le bien-être qui vont au-delà de ce qu'on peut déduire des indicateurs économiques traditionnels¹. Depuis longtemps, la mesure et la comparaison des niveaux de vie dans les différents pays se fondent essentiellement sur le niveau et la variation du produit intérieur brut (PIB) par habitant ; or, les préoccupations des responsables politiques comme des citoyens vont bien au-delà de cet indicateur. Leur souci est notamment d'assurer le bien-être général de l'ensemble de la société, tant pour les générations actuelles que pour les générations futures.

Mais qu'est-ce exactement que le bien-être? Les réponses diffèrent. Les indicateurs sociaux mesurent les résultats observables sur divers plans (santé, littératie, pauvreté), en partant du principe qu'il y a un large consensus sur l'importance de ces éléments et que ces caractéristiques sociales peuvent se mesurer de façon fiable et indépendamment des perceptions subjectives des individus. D'autre part, la littérature économique suppose que les individus tirent leur bien-être de la satisfaction de leurs besoins selon leurs préférences, telle qu'elle s'exerce essentiellement sur le marché. La satisfaction des besoins est fonction de ce que les individus consomment, mais cette consommation étant elle-même fonction de leur revenu, on peut utiliser celui-ci comme indicateur du bien-être. À son tour, le revenu est mesuré de façon fiable sur la base des comptes nationaux.

Jusqu'à une période récente, le choix d'une mesure monétaire comme le PIB par habitant à titre d'indicateur du bien-être de la population était tout à fait valable. Le PIB par habitant donne en effet une mesure de la capacité d'un pays à répondre aux besoins matériels de ses habitants. Et tant que les produits de première nécessité restent rares, on peut logiquement considérer que les augmentations du PIB par habitant reflètent assez étroitement les améliorations de la réponse aux besoins fondamentaux de la population, et par conséquent du bien-être. La validité du PIB par habitant en tant que bonne mesure du bien-être devient moins évidente lorsqu'on passe d'une situation de pénurie à une situation d'abondance comme dans les pays plus développés. L'idée que lorsqu'on a atteint un certain niveau de satisfaction des besoins matériels, les gains supplémentaires de croissance économique n'entraîneront pas des gains équivalents sur le plan du bien-être des citoyens est corroborée par de nombreuses études qui montrent que ce décalage entre le supplément de revenu et le supplément de bien-être se vérifie aussi bien à l'intérieur d'une société que d'une société à l'autre.

Il est donc nécessaire de trouver des indicateurs qui reflètent mieux les facteurs non monétaires – mais existe-t-il un indicateur unique qui puisse être mesuré de façon fiable dans les différents pays et utilisé comme mesure alternative du bien-être? Malheureusement, la réponse est non. On pourrait en déduire qu'il faut s'en tenir au PIB par habitant : après tout, il s'agit d'un concept que l'on peut mesurer avec une certaine fiabilité et comparer d'un pays à l'autre. Cependant, dans une perspective de long terme, la mise en place de mesures économiques qui peuvent être comparées entre pays est un progrès relativement récent. C'est après la Seconde Guerre mondiale que d'importants

efforts ont été faits pour mettre au point des outils harmonisés de mesure de la croissance économique. Ces outils sont devenus de plus en plus sophistiqués, à mesure que les économies évoluaient de la production de biens comme le blé ou l'acier, plus faciles à quantifier, vers la production de services, dont la mesure est plus difficile. Mais des progrès considérables ont aussi été réalisés dans la définition d'un ensemble comparable d'indicateurs sociaux, particulièrement depuis les années 80, où l'OCDE a pour la première fois présenté ses indicateurs sociaux (OCDE, 1986). Ces progrès doivent être poursuivis, notamment par une plus grande coopération entre les offices de la statistique des pays membres et les organisations internationales. L'OCDE a un rôle à jouer dans ce domaine qui est similaire à celui qu'elle a eu pour les statistiques économiques traditionnelles.

Ce chapitre explore quatre approches de la mesure du bien-être². Premièrement, il montre l'importance pour le bien-être des indicateurs sociaux présentés dans différentes éditions du *Panorama de la société* et la mesure dans laquelle ils sont en corrélation avec le PIB par habitant. Deuxièmement, il passe en revue les mesures monétaires des ressources économiques tirées des comptes nationaux et troisièmement, il examine comment on peut les ajuster pour prendre en compte d'autres facteurs qui influent sur le bien-être, tels que le temps de loisir, la taille du ménage et les inégalités. Pour finir, il examine les mesures subjectives du bien-être et de la satisfaction à l'égard de la vie, avant de conclure.

2. Indicateurs sociaux

Les indicateurs sociaux représentent une approche du bien-être complémentaire de celle du PIB. Dans ce chapitre, quatre indicateurs ont été choisis pour chacun des quatre grands domaines (autonomie, équité, état de santé et cohésion sociale) présentés dans le chapitre 1³. Le choix de ces indicateurs est subjectif, mais il est basé à la fois sur leur importance pour le bien-être social et sur leur disponibilité, de façon à permettre des comparaisons valables entre les pays.

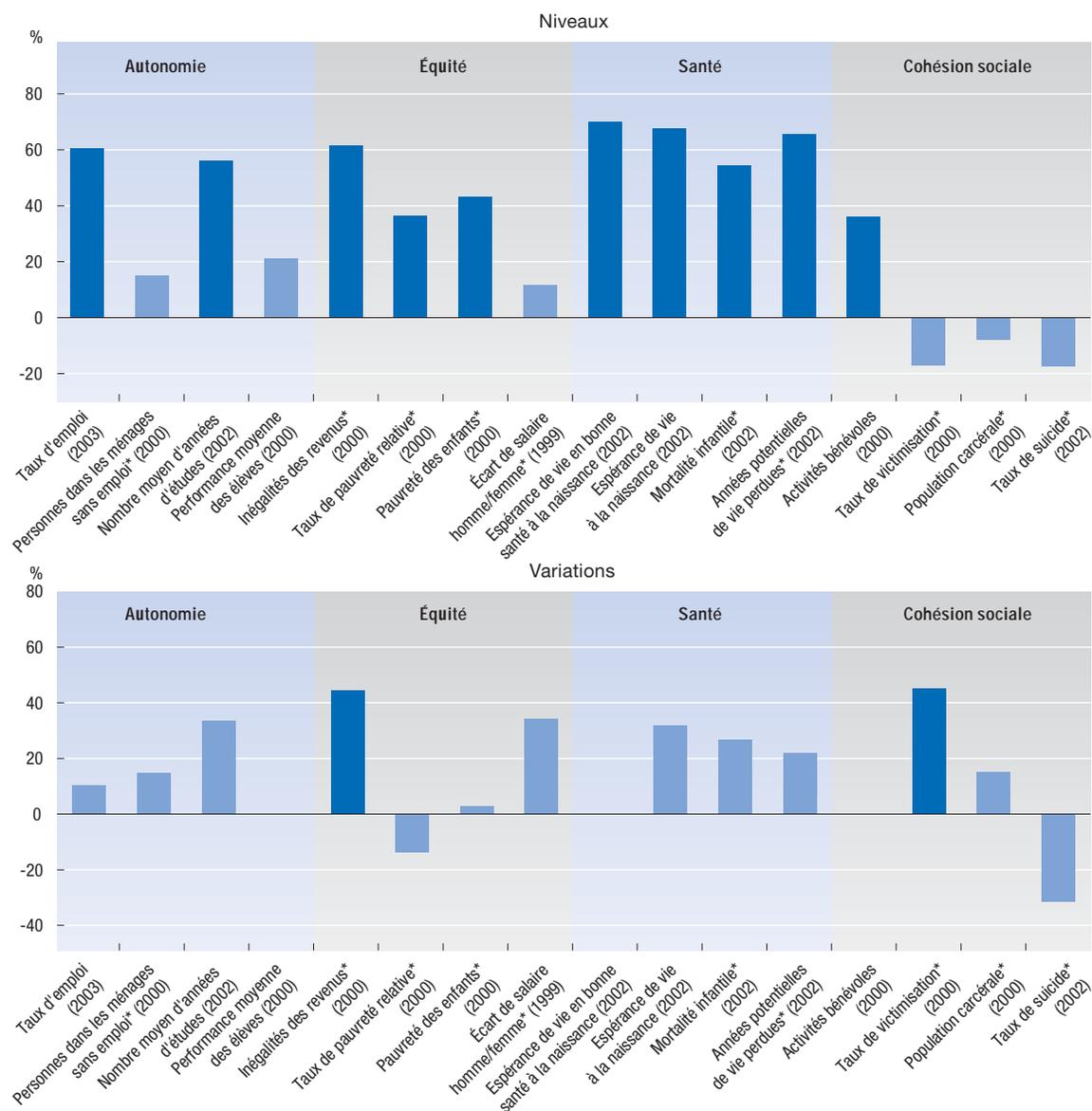
Ces indicateurs fournissent-ils des informations complémentaires par rapport à ce qu'indique le PIB par habitant? Pour répondre à cette question, la partie supérieure du graphique 2.1 présente la corrélation entre les niveaux de ces 16 indicateurs sociaux et le PIB par habitant. La partie inférieure présente la corrélation entre les variations annuelles moyennes de ces deux séries de variables. Le graphique fait apparaître des degrés divers de corrélation entre les 16 indicateurs sociaux et le PIB par habitant, avec une corrélation plus élevée pour les indicateurs de santé et plus faible pour les indicateurs de cohésion sociale.

- L'autonomie représente le degré de participation des individus à l'économie et à la société et leur capacité à accomplir les actes de la vie courante. Elle est appréhendée par le taux d'emploi, la proportion de la population appartenant à un ménage dont aucun membre n'exerce un emploi, le nombre moyen d'années d'études et les performances scolaires moyennes des enfants de 15 ans. Tous ces facteurs influent sur la capacité de l'individu de s'assurer un niveau de vie décent. On constate une assez bonne corrélation entre le PIB par habitant et les taux d'emploi, ce qui n'est pas le cas pour la répartition des opportunités d'emploi (et par conséquent du non-emploi) au sein de la population. De même, dans les pays avec un PIB par habitant plus élevé, l'adulte moyen a accompli un plus grand nombre d'années d'études, mais l'élève moyen de 15 ans n'a pas nécessairement des résultats meilleurs. Il y a peu de corrélation entre les variations de ces indicateurs de l'autonomie et celles du PIB par habitant.

- L'équité représente la distribution des revenus des ménages et le degré d'égalité des chances des individus. Elle peut se mesurer par l'inégalité des revenus, les taux de pauvreté relative, la pauvreté des enfants et l'écart de salaire entre hommes et femmes. Des niveaux élevés de PIB par habitant sont dans une certaine mesure corrélés à une plus grande équité de la distribution des revenus. Les pays de l'OCDE où le PIB par habitant est faible tendent aussi à enregistrer des taux élevés de pauvreté relative et de pauvreté des enfants, mais pas nécessairement des disparités salariales moins grandes entre femmes et hommes. Une augmentation du PIB par habitant va de pair avec une réduction des inégalités de revenus et des écarts de salaire entre les femmes et les hommes, mais elle est très faiblement corrélée, voire pas du tout, aux variations de la pauvreté des enfants ou de la pauvreté relative.
- L'état de santé représente non seulement la maladie et son traitement, mais d'autres facteurs sociaux qui peuvent influencer sur la mortalité et la morbidité. Les quatre indicateurs de l'état de santé retenus ici sont l'espérance de vie à la naissance, l'espérance de vie « en bonne santé » à la naissance (c'est-à-dire la durée de vie sans problèmes de santé handicapants), les taux de mortalité infantile et les années potentielles de vie perdues pour cause d'accident ou de maladie évitable. Ces indicateurs sont corrélés au PIB par habitant, ce qui implique qu'en moyenne, les pays de l'OCDE à revenu élevé affichent un meilleur état de santé. Néanmoins, les différences entre pays peuvent être importantes – par exemple, les taux de mortalité infantile varient d'un facteur de deux environ entre pays ayant un PIB par habitant analogue. Alors que les variations du PIB par habitant sont positivement corrélées aux changements dans l'état de santé, la corrélation est faible et statistiquement non significative.
- Le sentiment d'appartenance à une collectivité et la satisfaction qui découle de participer à la société sont importants pour le bien-être. Mais la *cohésion sociale* ne se mesure pas seulement par des indicateurs positifs comme les taux de participation à des associations, mais aussi par des indicateurs négatifs tels que les taux de délinquance, de victimisation et de suicide. Si dans les pays où le PIB par habitant est élevé, le volontariat est plus important, il n'y a en revanche pas de corrélation notable avec les indicateurs négatifs, même si une hausse du PIB par habitant semble aller de pair avec une baisse du nombre de victimes de la délinquance.

Globalement, les indicateurs sociaux fournissent des informations sur un certain nombre d'aspects du bien-être qui semblent aller au-delà de ce que donne le PIB⁴. Toutefois, leur principale faiblesse est que, faute d'accord sur la manière de les agréger, ils ne permettent pas une représentation globale du bien-être. On peut cependant construire une mesure synthétique simple en normalisant puis en agrégeant les 16 indicateurs décrits plus haut en un indice composite permettant la comparaison entre les différents pays⁵. Cet indice est ensuite testé pour voir sa robustesse lorsqu'on utilise des poids différents pour agréger les différents indicateurs élémentaires. Les techniques utilisées pour effectuer cette opération sont décrites dans Boarini *et al.* (2006).

Le graphique 2.2 indique la valeur médiane et l'intervalle de confiance d'un indice composite construit à l'aide des 16 indicateurs sociaux pondérés de différentes façons. L'indice composite des indicateurs sociaux qui résulte de cette opération diffère notablement de la performance relative indiquée par le PIB par habitant dans un peu plus de la moitié des pays⁶. Si l'on applique des méthodes différentes pour construire les indices composites, on obtient

Graphique 2.1. **Corrélations entre le PIB par habitant et différents indicateurs sociaux dans les pays de l'OCDE**

Note : Chiffres obtenus aux alentours de 2002 et variation annuelle en pourcentage sur la plus longue période disponible. Coefficient de corrélation de Pearson : les barres foncées indiquent les corrélations statistiquement significatives (au niveau de 5 %).

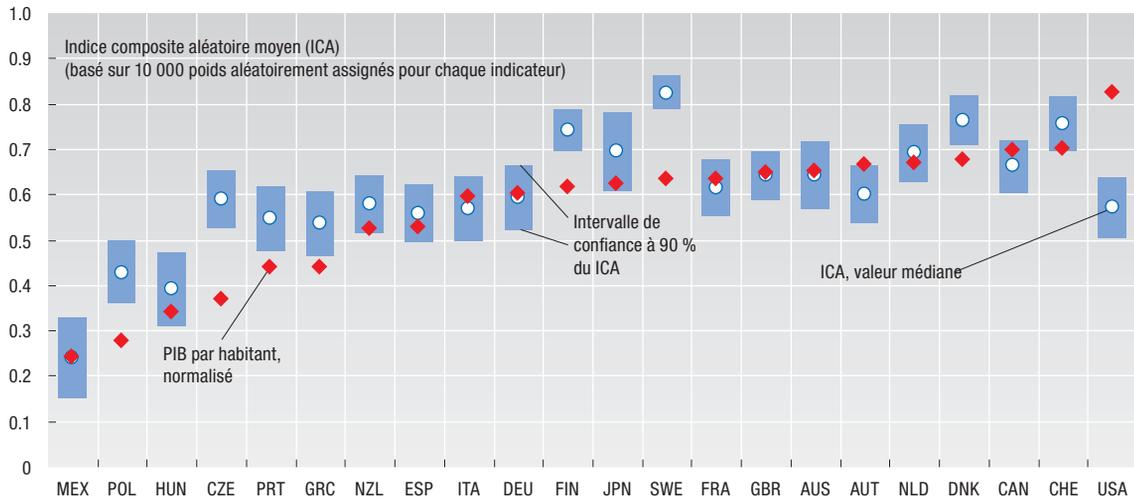
Pour les variables pour lesquelles des valeurs élevées de l'indicateur dénotent des résultats sociaux mauvais (notamment mortalité infantile, population carcérale, indiqués par un *), les corrélations au revenu par habitant sont indiquées par un signe négatif (par exemple, les pays dont le revenu par habitant est élevé ont des taux plus bas de mortalité infantile - signe positif - et des taux plus élevés d'incarcération - signe négatif). Le revenu par habitant est mesuré par le PIB à prix courants en parité de pouvoir d'achat, divisé par la population totale. Les corrélations sont calculées entre la valeur du PIB par habitant et celles des indicateurs sociaux pour la même période; le nombre de pays considérés peut varier selon les paires de variables en fonction de la disponibilité des données.

Source : Diverses éditions du *Panorama de la société - Les indicateurs sociaux de l'OCDE*.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/184757611082>

des résultats analogues. D'une façon générale, plusieurs indices composites mis au point dans certains pays de l'OCDE font apparaître des augmentations du bien-être beaucoup plus faibles que celles du PIB par habitant depuis le début des années 70, et pour les années récentes ils indiquent même des diminutions (Sharpe, 1999).

Graphique 2.2. Valeur médiane et intervalle de confiance d'un indice composite basé sur une sélection d'indicateurs sociaux dans les pays de l'OCDE et PIB par habitant



Note : L'indice composite est basé sur les valeurs des 16 indicateurs sociaux du graphique 2.1. L'analyse est limitée aux pays de l'OCDE pour lesquels au moins 13 des 16 indicateurs sont disponibles. Pour permettre les comparaisons entre l'indice composite des indicateurs sociaux et le PIB par habitant, les valeurs de ce dernier ont été ramenées à l'échelle définie par les valeurs médianes minimum et maximum de l'indice composite. La valeur médiane et l'intervalle de confiance de 90 % sont basés sur 10 000 tests dans lesquels les poids sont attribués au hasard à chacun des indicateurs élémentaires, pour comparer ensuite les valeurs au PIB par habitant (normalisé) en 2001. Le Luxembourg est exclu de l'analyse de façon à éviter la distorsion qu'introduirait son PIB par habitant « anormalement » élevé.

Source : Calculs basés sur les données tirées de diverses éditions du *Panorama de la société - Les indicateurs sociaux de l'OCDE*.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/275423732624>

3. Mesures monétaires des ressources économiques

La deuxième approche à la mesure du bien-être consiste à utiliser l'une des différentes méthodes de calcul du revenu réel à partir du système des comptes nationaux. Si cette approche est mieux établie, des problèmes de comparabilité entre pays subsistent. D'autre part, cette approche ne tient pas compte de l'impact des facteurs non monétaires sur le bien-être.

Tel que susmentionné, la mesure monétaire la plus couramment utilisée pour déterminer la valeur totale des ressources économiques qui influent sur le bien-être est le PIB par habitant. Celui-ci mesure la valeur des biens et services produits dans un pays sur une période donnée. En pratique, cela signifie la production des activités qui entrent dans le cadre du système des comptes nationaux. La production de ces biens et services est valorisée aux prix du marché, en prenant pour hypothèse que ces prix reflètent exactement la valeur (pour les individus et pour la société) des ressources utilisées pour leur production, puisqu'ils peuvent avoir plusieurs usages. Cependant, certaines des activités comprises dans le PIB sont difficiles à mesurer. Les services publics, par exemple, sont souvent fournis aux utilisateurs directs gratuitement ou à un prix subventionné, et leur production ne peut être évaluée aux prix du marché. Dans le passé, on a utilisé pour les estimer la valeur des intrants, ce qui revient à assimiler les biens et services fournis par l'État au coût de leur production. Récemment, certains pays de l'OCDE comme le Royaume-Uni ont changé de démarche et commencé à mesurer les variations de la production des administrations publiques sur la base de mesures directes des biens et services produits. Alors que ces ajustements restent controversés, leurs implications sont importantes : Atkinson (2005) considère que les différences dans les méthodes de mesure de la

production des administrations publiques expliquent près de la moitié de l'écart entre les taux de croissance du PIB du Royaume-Uni et des États-Unis entre 1995 et 2003.

Évaluer la production des biens et services aux prix du marché suppose que ces prix sont représentatifs des contributions marginales des différents biens consommés à l'utilité des individus. Dans cette optique, cependant, le PIB par habitant n'est qu'une mesure indirecte du bien-être, c'est-à-dire qu'elle ne prend pas en compte certains facteurs qui sont aussi importants :

- Le PIB exclut toute une gamme d'activités non marchandes qui influent sur le bien-être. Cette exclusion est souvent due aux difficultés qu'il y a à les mesurer, du fait que leur valeur n'est pas facile à définir en termes marchands. Il s'agit non seulement des activités illicites et des activités domestiques (travaux ménagers, bricolage, etc.) mais aussi du temps de loisirs, qui a évidemment une valeur pour la société et qui contribue au bien-être des individus.
- Le PIB ne tient pas compte des variations de la valeur des actifs, alors que celles-ci influent de toute évidence sur ce que l'individu peut consommer à un moment donné sans compromettre sa situation dans le futur. Autrement dit, le PIB reflète plus ce qu'une société produit que ce qu'elle consomme.
- Le PIB ne tient pas compte des externalités, comme la pollution ou la dégradation de l'environnement, ni de l'épuisement des ressources non renouvelables. Cela fausse l'image que donnent les prix marchands de la contribution marginale de certains facteurs au bien-être, notamment pour les générations futures.
- Le PIB ne fait pas de distinction entre les distributions de revenus plus ou moins égalitaires selon les pays. Pour la majorité de la population, une forte augmentation du revenu national qui ne profiterait qu'à un nombre limité de familles très riches n'augmentera pas le bien-être général autant que si cette croissance était plus équitablement répartie.

Toutes ces raisons et d'autres encore ont poussé à effectuer divers réaménagements des mesures basées sur les comptes nationaux, afin de dégager des mesures monétaires alternatives du bien-être.

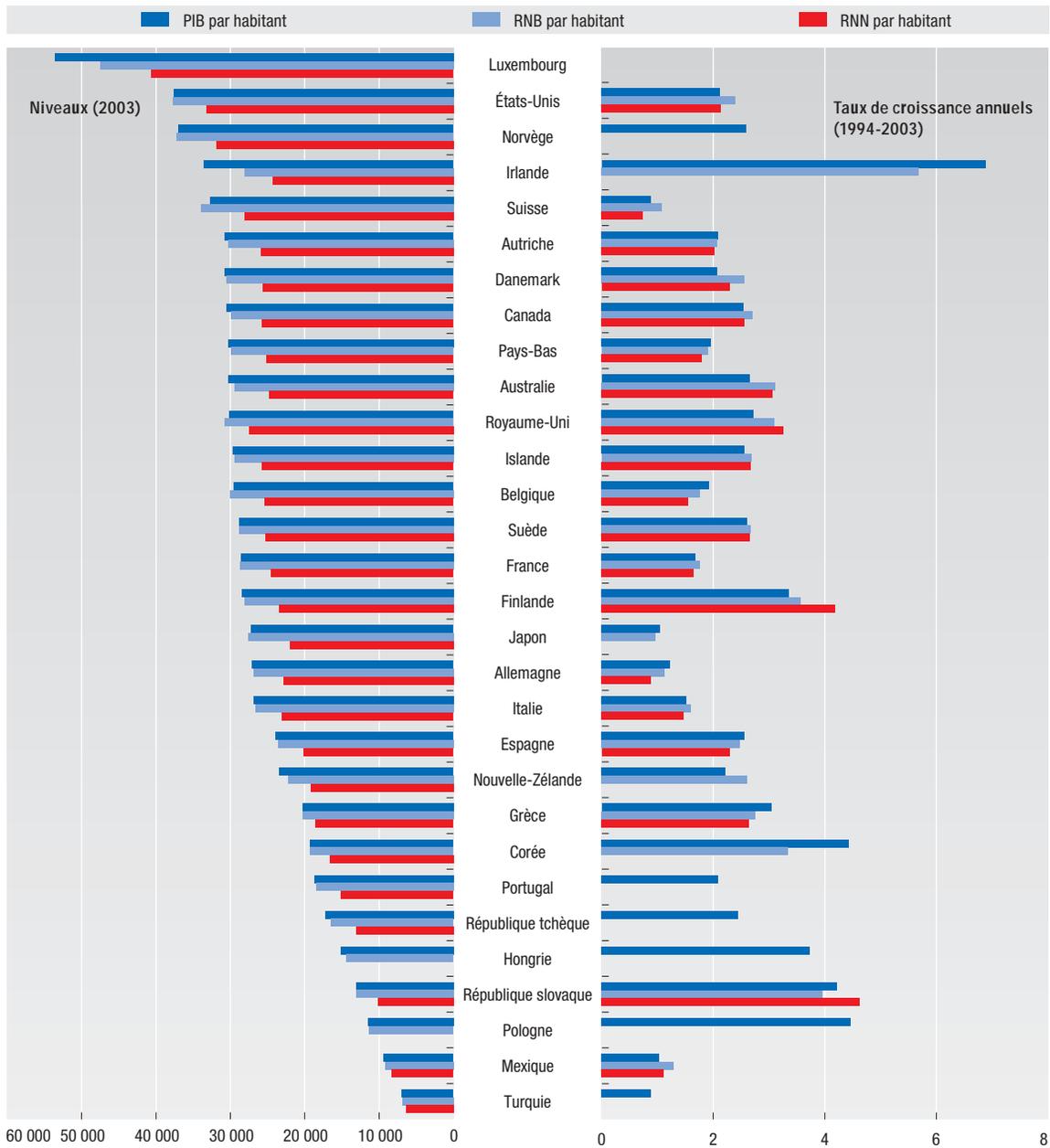
3.1. Revenu national brut : le rôle des transferts nets en provenance de l'étranger

Le PIB ne prend en compte que le processus de production qui se déroule à l'intérieur des frontières d'un pays, et ne tient pas compte du fait qu'une partie des revenus dégagée par ces activités est versée à des non-résidents ainsi que des résidents perçoivent des revenus d'opérations de production réalisées dans d'autres pays. Au fil du temps, le pouvoir d'achat des résidents peut aussi augmenter ou diminuer pour ce qui est des biens produits à l'étranger, du fait des fluctuations des termes de l'échange, c'est-à-dire du rapport entre les prix à l'importation et à l'exportation. Si l'on corrige le PIB du « revenu net de l'extérieur », on obtient le revenu national brut (RNB), concept plus adéquat pour mesurer le bien-être des résidents.

Pour procéder à des comparaisons internationales, il faut convertir les données de production exprimées en monnaie locale dans une monnaie commune sur la base des taux de change à parité de pouvoir d'achat (PPA). Dans la plupart des pays de l'OCDE, il n'y a guère de différence entre le RNB et le PIB, car les revenus bruts provenant de l'extérieur sont à peu près équivalents aux sorties brutes, mis à part quelques exceptions notables (comme l'Irlande et la Suisse, graphique 2.3). Les variations du PIB et du RNB par habitant observées depuis dix ans sont à peu près analogues, à l'exception de l'Irlande et de la Corée du Sud,

Graphique 2.3. **Produit intérieur brut, revenu national brut et net par habitant dans les pays de l'OCDE**

Aux prix courants en USD convertis à l'aide des PPA



Note : Les pays sont classés de haut en bas dans l'ordre décroissant de leur PIB par habitant.

Source : Comptes nationaux annuels publiés par l'OCDE.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/025143474403>

pays gros producteurs de produits TIC et qui ont, de ce fait, subi une dégradation relativement importante de leurs termes de l'échange.

3.2. Revenu national net : le rôle de l'amortissement du capital

Le PIB ne tient pas compte de l'usure des équipements au cours du processus de production, et surestime par conséquent la valeur de la production qui contribue au bien-être sans compromettre la production future. Pour y remédier, on doit estimer la

consommation de capital fixe puis la soustraire du PIB pour obtenir le produit intérieur net (PIN). Celui-ci est la quantité maximum de production qui peut être consacrée à la consommation sans réduire la capacité productive du pays. Tous les pays établissent des estimations de l'amortissement du capital fixe, mais elles ne sont pas calculées de la même façon, ce qui réduit la comparabilité internationale du PIN.

Cela dit, l'écart entre le PIB et le PIN par habitant ne varie pas beaucoup d'une année à l'autre, non plus que le classement des pays selon ces deux critères. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le PIN par habitant représente en moyenne 85 % du PIB par habitant. Cependant, depuis dix ans, il a augmenté un peu plus lentement que le PIB, ce qui implique que la consommation de capital fixe a augmenté plus vite que le PIB, du fait de la croissance des investissements dans les nouvelles technologies, dont la durée de vie utile est plus courte.

Comme pour le PIB, on peut corriger le PIN de l'effet du « revenu net de l'extérieur » pour obtenir le revenu national net (RNN). Compte tenu du problème de calcul de l'amortissement du capital fixe, ce chiffre donne en principe une image plus exacte des ressources économiques dont dispose effectivement les résidents d'un pays dans son ensemble pour assurer leurs bien-être, et montre que le PIB tend à les surestimer. Néanmoins, le classement des pays sur la base du RNN par habitant est similaire à celui qui repose sur le PIB, la différence étant toutefois sensible pour quelques pays (graphique 2.3). Les taux de croissance de ces deux indicateurs sont également très proches.

3.3. Mesures des ressources économiques des ménages

Les agrégats décrits jusqu'ici donnent seulement la mesure de la production ou du revenu pour l'ensemble de l'économie. Or, la notion de bien-être concerne essentiellement les individus et les ménages. Les ressources économiques des individus et des ménages, y compris les biens et services qui leur sont fournis gratuitement par les administrations publiques et les institutions sans but lucratif, donnent une image plus exacte de leur bien-être économique. Il y a trois manières de calculer cela sur la base des comptes nationaux : le revenu disponible des ménages par habitant; la consommation finale des ménages par habitant; et la consommation « effective » des ménages par habitant, ce qui comprend une estimation des services fournis par les administrations publiques et les institutions à but non lucratif⁷.

Ces trois mesures sont évidemment sensiblement inférieures au PIB par habitant, surtout la consommation finale. Néanmoins, toutes sont en étroite corrélation avec le PIB par habitant, même si l'écart entre le revenu disponible et le PIB par habitant s'échelonne entre 20 % en Turquie et 57 % au Danemark. Cependant, le revenu et la consommation effective des ménages ont progressé moins rapidement que le PIB dans la plupart des pays au cours de la décennie qui vient de s'écouler (graphique 2.4) – l'écart atteignant un point de pourcentage pour un certain nombre de pays – en raison de changements intervenus dans la répartition du revenu entre les ménages, les entreprises et le secteur public.

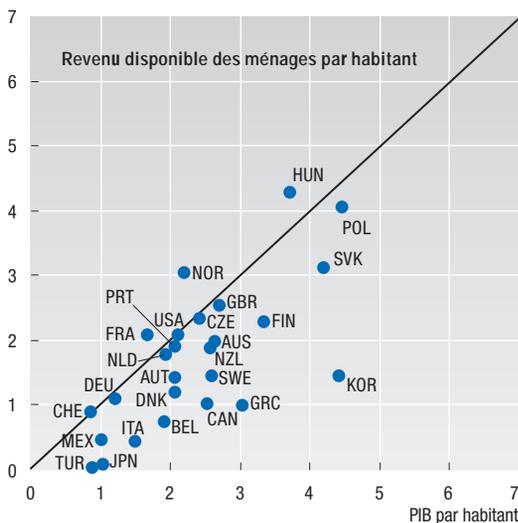
3.4. Les indicateurs monétaires : résumé

Globalement, lorsqu'on reste dans le cadre des comptes nationaux, il existe une assez bonne convergence des niveaux et, dans une moindre mesure, des taux de croissance entre les différents indicateurs des ressources économiques à l'échelle du pays, quelles que soient les corrections apportées. Mais plus les mesures des ressources économiques se concentrent sur celles dont les ménages disposent effectivement, moins il y a de convergence avec les mesures des ressources pour l'ensemble de l'économie.

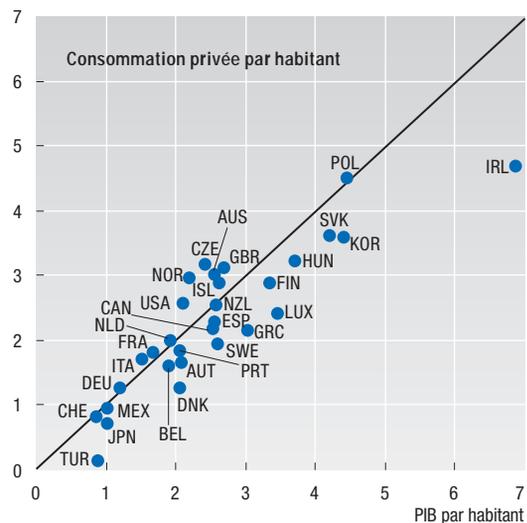
Graphique 2.4. Revenu disponible réel des ménages, dépenses de consommation finale réelles et PIB réel par habitant, taux de croissance annuel moyen, 1994-2003

Pourcentage

PIB et revenu disponible des ménages par habitant



PIB et dépenses de consommation finale par habitant



Source : Comptes nationaux annuels publiés par l'OCDE et OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76, Paris.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/602121645683>

Les indicateurs des ressources économiques évoqués plus haut mesurent un facteur clé du bien-être des individus et de la société. Mais quelle que soit l'importance des ressources économiques, elles ne suffisent pas à déterminer le bien-être – comme le dit le vieil adage, « l'argent ne fait pas le bonheur ». Ceci est de plus en plus vrai à mesure que les sociétés dépassent le stade où elles peuvent satisfaire les besoins fondamentaux de la population en matière d'alimentation, de logement et d'habillement. Les économistes eux-mêmes, constatant cette limitation, se sont efforcés de mettre au point divers autres mécanismes pour prendre en compte les facteurs non marchands⁸.

4. Corrections supplémentaires aux mesures tirées des comptes nationaux

On peut ajuster les mesures des ressources économiques tirées des comptes nationaux en attribuant une valeur monétaire à divers facteurs non monétaires afin d'obtenir un meilleur indicateur du bien-être des individus et des sociétés. La principale difficulté consiste à déterminer le prix de différentes activités non marchandes telles que les loisirs, et des activités économiques non valorisées, comme la production domestique. Différentes estimations attribuent à ces éléments une valeur basée soit sur les coûts de remplacement, soit sur les coûts d'opportunité. On trouvera ci-dessous quelques résultats qui donnent une indication de l'impact de certains de ces facteurs non marchands.

4.1. Bien-être et loisirs

Le PIB est un indicateur imparfait du bien-être qui ne tient pas compte des loisirs. Or, le temps de loisir est évidemment très important pour le bien-être de la plupart des individus. En ce sens, il constitue un « bien » qui présente une certaine utilité marginale. Mais comment peut-on en mesurer la quantité? Et comment lui attribuer une valeur monétaire? On est loin d'avoir des réponses satisfaisantes à ces questions. Cependant, les différences marquées entre pays quant au nombre annuel d'heures de travail pays

montrent qu'il y a de grandes différences quant au temps laissé aux loisirs. Une partie de l'écart de PIB entre les États-Unis et la plupart des autres pays de l'OCDE s'explique par une durée annuelle de travail plus élevée chez les travailleurs américains. Dans quelle mesure cela tient-il à des différences culturelles et/ou des questions de préférences ou à l'impact des politiques et des institutions? Même s'il est impossible d'y répondre de façon précise, il est évident que pour établir une évaluation réaliste du bien-être il faut attribuer une valeur monétaire au temps de loisir des travailleurs⁹.

La méthode retenue ici consiste à ajouter au PIB par habitant une estimation du temps de loisir dont bénéficie annuellement chaque travailleur, valorisé de trois façons différentes : au PIB par heure de travail, à la rémunération horaire de chaque travailleur et à la moitié de cette rémunération horaire (pour tenir compte de la possibilité que la moindre importance du temps de travail dans certains pays s'explique par l'effets des politiques fiscales ou autres). Lorsqu'on calcule les écarts par rapport aux États-Unis du PIB par habitant « corrigé pour le loisir » selon ces trois méthodes, on constate que toute valorisation positive des loisirs réduit les écarts par rapport à ceux basés sur le PIB par habitant (plus la valeur attribuée aux loisirs est élevée, plus l'écart est réduit). La croissance annuelle moyenne du PIB « corrigé pour le loisir » tend aussi à être plus forte que celle du PIB, surtout dans certains pays d'Europe (graphique 2.5).

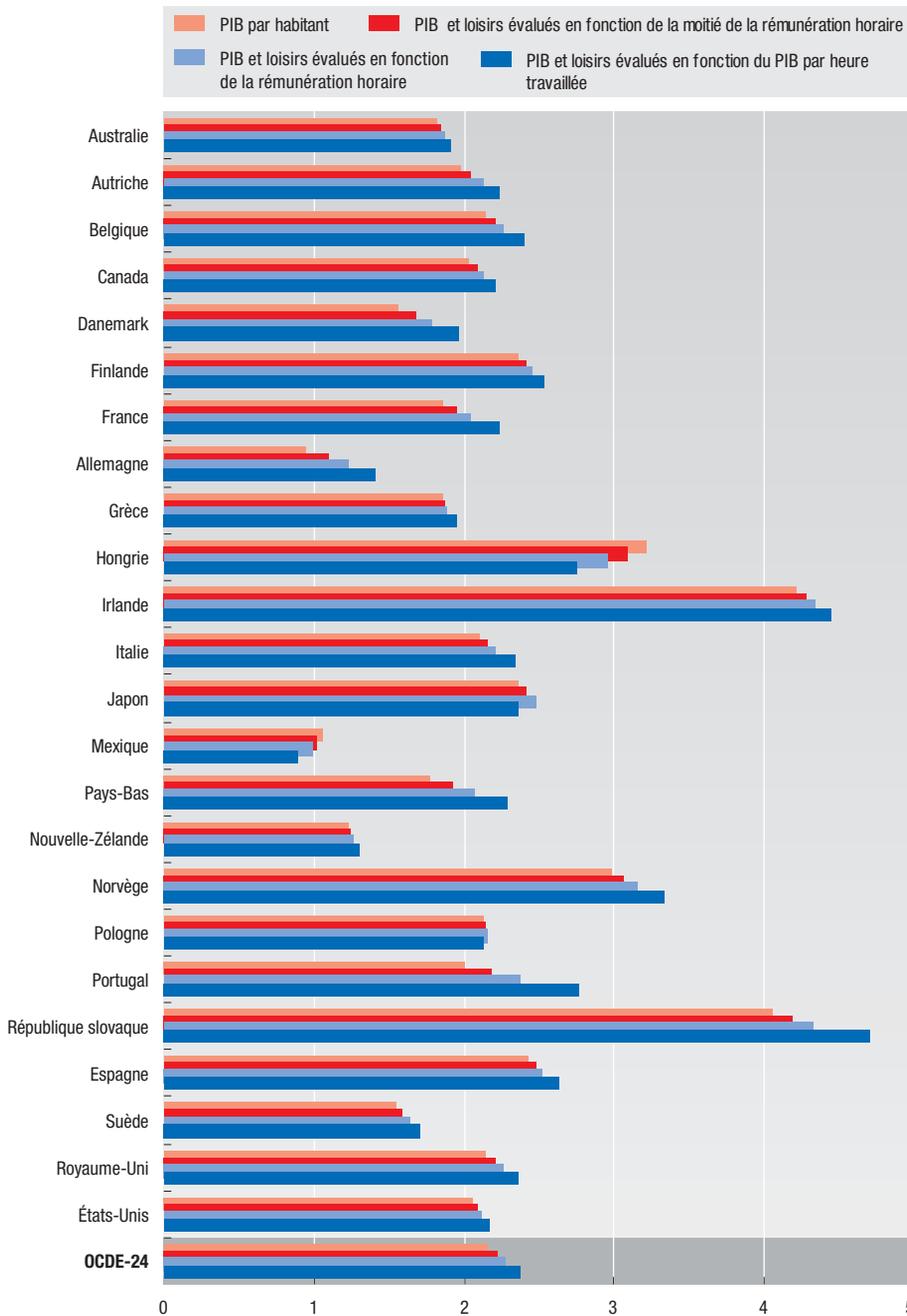
4.2. Bien-être et taille du ménage

Les estimations du revenu des ménages par habitant dans les comptes nationaux s'obtiennent en faisant le total des revenus de tous les ménages et en divisant ce total par le nombre d'habitants. Toutefois, cette approche ne tient pas compte des variations de la taille des ménages. Or, selon leur taille, les ménages ont des différentes capacités de mettre en commun leurs ressources et n'ont pas besoin du même revenu pour assurer le même niveau de bien-être à leurs membres. Ainsi, un ménage constitué d'un couple avec deux enfants n'aura pas nécessairement besoin d'avoir un revenu double de celui d'un couple sans enfant pour atteindre le même niveau de bien-être. Un moyen de prendre ce facteur en compte consiste à appliquer une « échelle d'équivalence » commune aux données des enquêtes sur le revenu des ménages pour calculer ce que l'on appellera le « revenu disponible équivalent » pour chaque individu.

Les échelles d'équivalence sont des moyens de calcul, et il n'y a guère de consensus sur leur valeur « véritable »; qui plus est, elles peuvent varier d'un pays à l'autre et dans le temps. Si par conséquent, les niveaux de revenu disponibles équivalents ne sont pas particulièrement instructifs – les estimations montrent que, comme on peut s'y attendre, le revenu disponible équivalent est supérieur au revenu disponible non équivalent, qui suppose que tout le monde vit seul, et que la différence est plus marquée dans les pays où la taille moyenne des ménages est plus importante – les variations dans le temps du revenu disponible équivalent montrent que la tendance générale à une baisse de la taille des ménages a réduit les économies d'échelle et le bien-être dans tous les pays, parfois de façon considérable (notamment Italie et Mexique, graphique 2.6).

4.3. Inégalité de la distribution des ressources économiques

Dans aucun pays de l'OCDE le revenu n'est également réparti, et les tendances pour l'ensemble de l'OCDE depuis le milieu des années 80 indiquent que le degré d'inégalité a augmenté dans certains pays (Förster et Mira d'Ercole, 2005). Les mesures classiques du PIB par habitant accordent le même poids à chaque unité de revenu, quel que soit le degré

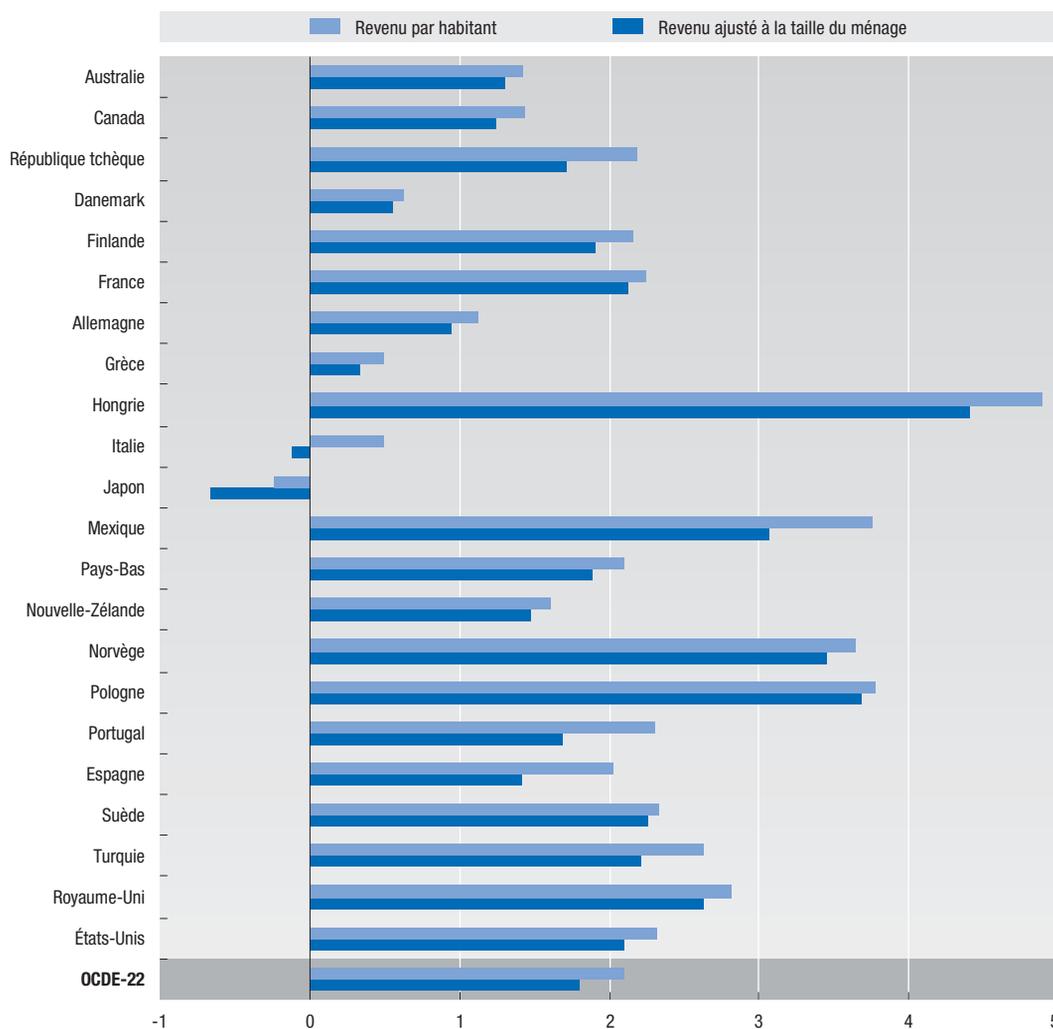
Graphique 2.5. **Taux de croissance annuel moyen du PIB corrigé du temps de loisir des travailleurs, 1970-2003**

Note : Le temps de loisir du travailleur est estimé en déduisant du temps dont chacun dispose une estimation (commune) du temps consacré à des activités personnelles non rémunérées et des estimations (par pays) du temps de travail annuel par travailleur. La valeur du temps de travail est calculée sur la base de trois prix différents : la rémunération horaire des salariés; la moitié de la rémunération horaire; et le PIB par heure travaillée. La période considérée va de 1970 à 2003 pour la plupart des pays; toutefois, elle est plus courte pour certains (Allemagne, Autriche, Corée, Grèce, Hongrie, Luxembourg, Mexique, Nouvelle-Zélande, Portugal, République slovaque et République tchèque). Pour plus de précisions, voir Boarini et al. (2006).

Source : Base de données de l'OCDE sur la productivité et Comptes nationaux annuels.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/568566035223>

Graphique 2.6. Variation annuelle réelle du revenu disponible des ménages par habitant, et ajustements en fonction de la taille des ménages, 1995 au début des années 2000



Source : Les données d'enquêtes sur le revenu disponible des ménages se rapportent à des années non consécutives (au milieu des années 80, au milieu des années 90 et au début des années 2000) qui peuvent être différentes selon les pays. Pour permettre des comparaisons entre les années considérées, on a interpolé ces données entre les observations disponibles et, le cas échéant, on les a extrapolées à 2002. Les données sur la taille moyenne des ménages privés (tirées des enquêtes) ont été appliquées à la mesure « globale » du revenu disponible des ménages selon les comptes nationaux (afin d'éviter le problème de comparabilité dû aux différences entre les mesures du revenu disponible basées sur les enquêtes et sur les Comptes nationaux).

Source : Calculs basés sur les Comptes nationaux publiés par l'OCDE et le questionnaire de l'OCDE sur la distribution des revenus et la pauvreté.

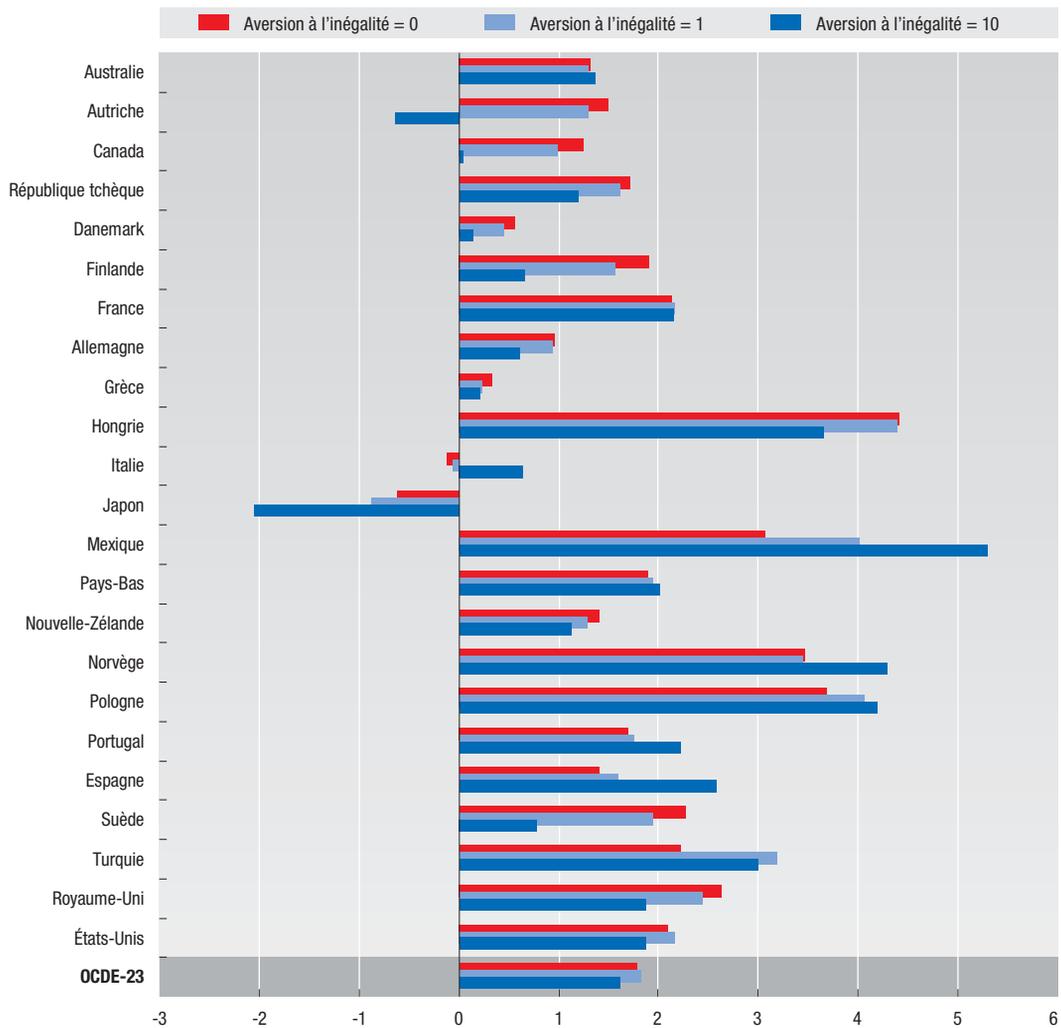
StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/534122818370>

d'égalité de la distribution. Or, de nombreuses théories de la justice sociale voudraient que l'on attache un poids supplémentaire au revenu qui va aux couches les plus pauvres, surtout dans les sociétés les plus inégales. Par exemple, dans un cas où le revenu du décile le plus riche de la population augmente d'un montant égal au recul du revenu du décile le plus pauvre, le revenu par habitant reste constant, mais la plupart des observateurs concluraient que le bien-être de la société a diminué.

Pour tenir compte des inégalités de distribution, on peut ajuster le PIB et le revenu des ménages en pondérant le revenu moyen de chaque décile de la distribution par un coefficient qui représente le degré d'aversion de la société à l'inégalité (Kolm, 1969). Le graphique 2.7 indique les résultats des calculs effectués avec trois pondérations différentes. Des coefficients plus élevés traduisent une aversion à l'inégalité plus importante et, par conséquent, un poids plus faible attribué aux hauts revenus. Ainsi, dans les pays où la croissance des revenus a favorisé surtout les individus les plus aisés,

Graphique 2.7. **Variation annuelle réelle du revenu disponible des ménages pour différentes valeurs du coefficient d'aversion à l'inégalité**

Taux de croissance annuel moyen, 1995 à 2002



Note : Les valeurs nationales du revenu disponible des ménages « également distribué » sont calculées comme étant la moyenne des valeurs pour chaque décile, en utilisant des coefficients d'aversion à l'inégalité de 0, 1 et 10 respectivement. Les niveaux de revenu disponible des ménages pour chaque décile sont calculés en multipliant les estimations du revenu disponible des ménages selon les comptes nationaux, ajustées en fonction de la taille des ménages, par les estimations tirées des enquêtes du ratio entre le revenu disponible de chaque décile et la moyenne arithmétique. Les données du revenu disponible des ménages sont converties en une monnaie commune sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) des dépenses de consommation privée; les données du PIB par habitant sont basées sur les PPA du PIB.

Source : Calculs basés sur les comptes nationaux publiés par l'OCDE et le questionnaire de l'OCDE sur la distribution des revenus et la pauvreté.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/533254380580>

l'application d'un coefficient plus élevé réduira la variation annuelle du revenu des ménages (Royaume-Uni, République tchèque, États-Unis), tandis que dans ceux où ce sont les déciles les plus pauvres qui en ont le plus bénéficié, cela tendra à majorer la variation annuelle (Mexique, Espagne, Norvège). Si un degré faible ou même intermédiaire d'aversion à l'inégalité ne change pas grand chose au classement des pays, un degré élevé d'aversion le modifie notablement. L'application d'un coefficient correspondant à une très forte aversion ramène le taux ajusté de croissance du revenu disponible pour la période 1985-2002 à 0.6 %, contre 1.4 % pour le revenu classique, avec des réductions plus fortes dans certains pays (graphique 2.7). En conclusion, si le degré d'inégalité de la distribution des revenus peut avoir un impact significatif sur l'évaluation du bien-être, comparée aux mesures basées sur le revenu classique, l'importance de cet impact dépend très étroitement de l'hypothèse retenue quant au degré d'aversion à l'inégalité de la société considérée.

4.4. Bien-être et environnement

Le bien-être ne dépend pas seulement de facteurs sociaux et économiques, mais aussi de l'environnement. De fait, une grande partie des études sur les mesures élargies du bien-être ont été motivées par des préoccupations quant à la dégradation de l'environnement. Le concept de « développement durable » met en lumière la nécessité de prendre en compte les ressources et les actifs qui n'entrent pas dans le cadre des comptes économiques classiques. Même si le développement durable a des implications directes pour la mesure du revenu – en particulier sur le plan des ressources et des valeurs environnementales qui sont affectées par la production économique mais dont les effets ne sont pas pris en compte dans les échanges marchands – il n'existe pas encore de mécanisme établi pour intégrer ces préoccupations dans la mesure des ressources économiques¹⁰. De plus, comme dans le domaine social, la relation entre la qualité de l'environnement et le développement économique est complexe. Des niveaux élevés du PIB tendent en général à stresser davantage l'environnement, mais ils augmentent aussi les capacités et les ressources qui permettent de traiter ces mêmes problèmes.

4.5. Résumé des ajustements à apporter aux mesures monétaires

Les diverses approches décrites plus haut pour prendre en compte certains des facteurs qui influent sur le bien-être mais échappent à la comptabilité traditionnelle reposent sur la théorie économique. Mais les différentes méthodes utilisées pour valoriser ces facteurs débouchent inévitablement sur des conclusions différentes. En outre, elles ne prennent toujours pas en compte d'autres facteurs importants, tels que l'activité au foyer, les dépenses visant à remédier aux dommages créés par la croissance économique et les facteurs environnementaux. Ils sont difficiles à mesurer, mais les laisser de côté peut conduire à des conclusions erronées du fait qu'ils varient dans le temps et d'un pays à l'autre¹¹. C'est le cas particulièrement lorsque ces facteurs sont directement affectés par les activités économiques.

5. Bien-être et satisfaction à l'égard de l'existence

Au lieu d'essayer d'évaluer le bien-être des individus par des indicateurs objectifs, une troisième approche consiste tout simplement à demander aux individus eux-mêmes dans quelle mesure ils sont satisfaits de leur existence. Les mesures subjectives du bien-être soulèvent évidemment des difficultés méthodologiques. Elles peuvent reposer sur des

concepts différents et être influencées par des facteurs temporaires ou par des différences linguistiques ou culturelles. Néanmoins, les enquêtes montrent que les individus qui se déclarent très ou assez satisfaits de leur vie sont également considérés comme tels par leurs parents et amis, tendent à être plus souriants, à présenter une activité plus élevée de la zone préfrontale du cerveau (la zone associée aux états positifs), se rappellent plus volontiers les événements heureux, et présentent une plus grande résilience au stress (Layard, 2005). Il existe plusieurs enquêtes mondiales, telles que les World Values Surveys, qui utilisent des critères comparables et questionnent un échantillon représentatif de la population sur le degré de satisfaction vis-à-vis de l'existence.

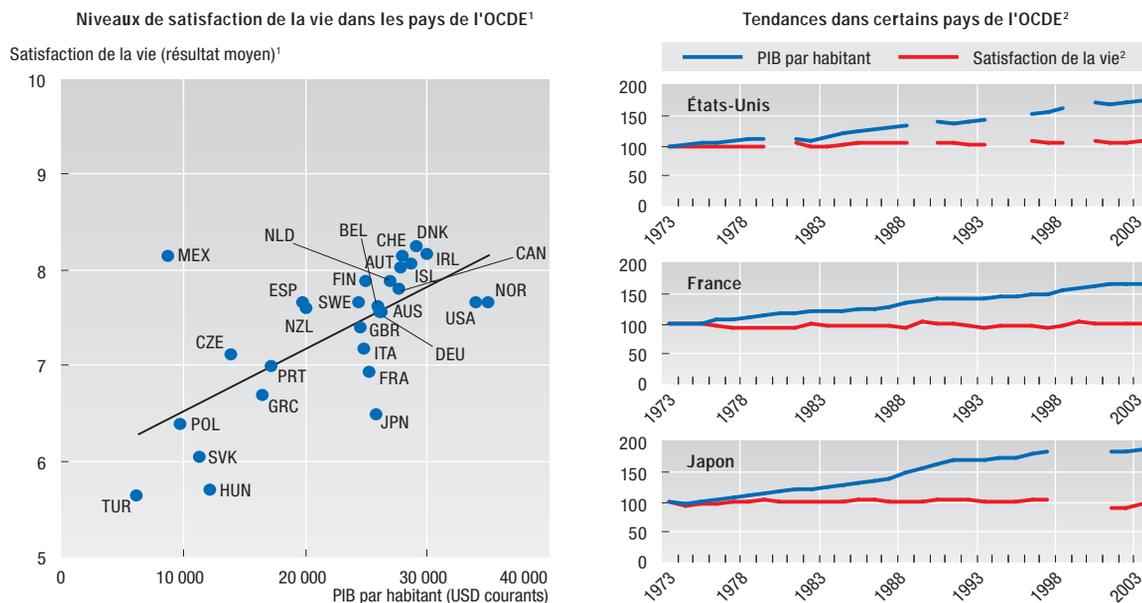
Les comparaisons de mesures subjectives du bien-être et le revenu moyen à l'échelle nationale dégagent deux conclusions :

- Pour la comparaison entre pays, les individus qui vivent dans des pays où le PIB par habitant est plus élevé tendent à se déclarer plus heureux à un moment donné, mais l'importance du gain de bien-être subjectif tend à se réduire lorsque le PIB par habitant dépasse 10 000 USD (Frey et Stutzer, 2002). Cette dégressivité est toutefois moins évidente lorsqu'on ne considère que les pays de l'OCDE (graphique 2.8, partie gauche), et elle varie selon la mesure du revenu national utilisée (c'est-à-dire PIB ou RNN par habitant).
- Pour les comparaisons dans le temps, la coexistence d'une hausse rapide du PIB par habitant avec des niveaux stables de bien-être subjectif a été interprétée comme indiquant qu'une plus grande aisance matérielle ne rend pas nécessairement les gens plus heureux (la partie droite de le graphique 2.8 illustre ceci à partir de données relatives à une sélection de pays de l'OCDE). La stabilité de l'indicateur du bien-être subjectif peut toutefois s'expliquer en partie par le fait qu'il est mesuré par une variable bornée (les personnes interrogées sont invitées à noter leur satisfaction sur une échelle – par exemple de 1 à 10 – qui ne change pas au fil du temps), tandis que le revenu est mesuré à l'aide d'une variable non bornée (le PIB par habitant).

Si les conclusions relatives au lien entre le revenu et le bien-être subjectif d'après les données agrégées des différents pays restent discutables, les déterminants du bien-être et de la satisfaction de l'existence sont plus clairs au niveau des individus.

- Premièrement, si les données individuelles mettent en lumière une relation entre le revenu et le bien-être, elles montrent aussi que les différences d'un individu à l'autre du bien-être ressenti ne sont pas proportionnelles aux différences de revenu. Qui plus est, l'évolution du revenu individuel ne se traduit pas par une évolution comparable du bien-être subjectif, et elle dépend aussi de la direction de l'évolution du revenu – une perte a beaucoup plus d'effet qu'un gain de même importance. Cela s'explique par le fait que les individus s'adaptent à un certain niveau de revenu (effet de cliquet) et qu'un niveau de revenu plus élevé suscite des attentes plus difficiles à satisfaire. Un autre facteur qui réduit l'effet positif d'une augmentation des revenus sur le bien-être subjectif est la comparaison avec ses pairs (le désir de « ne pas se laisser dépasser par les Dupont ») encore que les comparaisons sociales puissent parfois aussi augmenter le bien-être subjectif.
- Deuxièmement, les écarts de revenus personnels des individus comptent moins dans la différence de bien-être ressenti qu'une série d'autres facteurs tels que l'emploi, les relations familiales, la santé et l'éducation, et les inégalités de revenu (Di Tella et MacCulloch, 2005). Cela dit, certains de ces facteurs sont eux-mêmes corrélés à des différences de niveau du PIB par habitant.

Graphique 2.8. Satisfaction à l'égard de l'existence et PIB par habitant, comparaison entre les pays de l'OCDE et dans le temps



1. Les données relatives au niveau de satisfaction à l'égard de l'existence sont basées sur les réponses à la question suivante : « Tout bien considéré, quel est actuellement votre degré de satisfaction globale à l'égard de l'existence ? » La satisfaction moyenne à l'égard de la vie est la somme pondérée de 10 niveaux de satisfaction (d'un niveau zéro pour les personnes qui disent être totalement mécontentes à un niveau 10 pour celles qui disent être totalement satisfaites), pondérés chacun par la proportion des personnes interrogées qui donnent ce score. Le PIB par habitant est exprimé en USD aux PPA courantes de 2000.
2. Les données sur l'évolution de la satisfaction reflètent les réponses à des questions de l'enquête sur la satisfaction de l'existence en général (classée en deux catégories aux États-Unis et en quatre catégories pour les autres pays).

Source : Les données de la partie gauche sont tirées des *World Values Surveys* de 1999-2001 et des indicateurs du développement dans le monde publiés par la Banque mondiale en 2004 ; celles de la partie droite sont tirées de la *World Database of Happiness* (www2.eur.nl/fsw/research/happiness/trendnat).

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/108105853035>

6. Conclusions

Globalement, on constate une certaine cohérence entre les quatre approches visant à mesurer le bien-être (indicateurs sociaux, revenu monétaire, revenus ajustés pour différents facteurs non marchands et mesures subjectives), mais aussi des différences non négligeables. Les études basées sur les mesures sociales et subjectives sont encore récentes mais elles montrent bien que le revenu monétaire n'est pas le seul facteur qui intervient. Ces études montrent aussi que, comme le disait il y a des siècles le poète anglais John Donne : « Aucun homme n'est une île, chacun est un élément d'un continent », autrement dit, le bien-être des gens dépend en large mesure de la situation de la collectivité dont ils font partie et de leurs relations avec cette collectivité. C'est pourquoi on peut s'attendre à ce que les indicateurs sociaux présentés dans cette édition et les suivantes du *Panorama de la société* joueront un rôle de plus en plus important dans toute évaluation du bien-être des individus et de la société.

Notes

1. Ce n'est là évidemment que l'un des buts des indicateurs sociaux publiés par l'OCDE. Au-delà de la mesure de « l'état de la société » des pays de l'OCDE, ils répondent à deux autres buts : décrire le « contexte social » et « les réponses de la société » à divers problèmes (voir chapitre 1).
2. Ce chapitre s'inspire de l'analyse qui figure dans Boarini et al. (2006).

3. On trouvera dans le tableau 1.1 une liste complète des indicateurs publiés dans toutes les éditions du *Panorama de la société*.
4. Cette conclusion est encore plus nette lorsqu'on limite l'analyse aux pays de l'OCDE dont le PIB par habitant est supérieur à 25 000 USD; dans ce cas, aucune des corrélations entre les valeurs des indicateurs sociaux et du PIB par habitant n'est statistiquement significative.
5. On trouvera dans Hoffman et al. (2005) des indications pratiques sur la construction de ces indices composites.
6. Le coefficient de corrélation entre le PIB par habitant (normalisé) et la valeur médiane de l'indice composite est de 0.76.
7. On peut de même corriger le revenu disponible des ménages en fonction des services fournis par les administrations publiques et les institutions à but non lucratif.
8. Une démarche globale de construction des comptes non marchands dans les domaines de la production domestique, du capital humain, de l'environnement, de la santé et de l'éducation, des administrations publiques et du secteur non lucratif est décrite dans Abraham et Mackie (2005), qui résume les conclusions d'un panel d'experts du Conseil national de la recherche pour les États-Unis.
9. La prise en compte du temps de loisir des personnes sans emploi aurait nécessité des hypothèses discutables sur le caractère volontaire ou involontaire du non-emploi, et une distinction entre la production domestique et le temps de loisir des femmes au foyer. Une première évaluation de l'impact du temps de loisir (et de l'inégalité des revenus) sur le bien-être a été établie par Beckerman (1978).
10. Le manuel *Comptabilité environnementale et économique intégrée* (une publication conjointe des Nations Unies, de la Commission européenne, du FMI, de l'OCDE et de la Banque mondiale, 2003) donne des indications pratiques pour mieux intégrer les mesures physiques du stress environnemental dans les comptes nationaux. Cependant, ce type de comptes satellites n'est pas couramment utilisé dans les pays de l'OCDE.
11. Dans leur étude sur les mesures du bien-être économique, Nordhaus et Tobin (1973) corrigent les agrégats des comptes nationaux pour le temps de loisir, les dépenses défensives ou intermédiaires, l'activité au foyer et certains dysfonctionnements provoqués par l'urbanisation. Ils concluent que la mesure qu'ils privilégient du bien-être économique par habitant a augmenté aux États-Unis de 1 % par an entre 1929 et 1965, contre 1.7 % pour la consommation personnelle par habitant et 1.6 % pour le produit national net par habitant.

Références

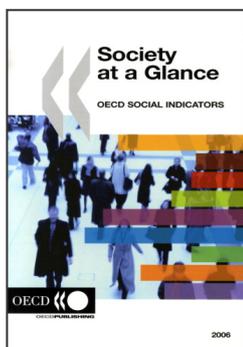
- Abraham, K.G. et C. Mackie (2005), *Beyond the Market – Designing Nonmarket Accounts for the United States*, National Research Council of the National Academies, Washington D.C.
- Atkinson, A.B. (2005), *Measurement of Government Output and Productivity for the National Accounts*, Atkinson Review: Final Report, Palgrave-MacMillan, Royaume-Uni.
- Beckerman, W. (1978), *Measures of Leisure, Equality and Welfare*, OCDE, Paris.
- Boarini, R., A. Johansson et M. Mira d'Ercole (2006), « Alternative Measures of Well-being », Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 476, et Document de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n° 33, OCDE, Paris.
- Di Tella, R. et R. MacCulloch (2005), « Gross National Happiness as an Answer to the Easterlin Paradox? », Economic Working Paper Archive at WUSTLE, avril.
- Förster, M. et M. Mira d'Ercole (2005), « Income Distribution and Poverty in OECD Countries in the Second Half of the 1990s », Document de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations, n° 22, OCDE, Paris.
- Frey, B.S. et A. Stutzer (2002), *Happiness & Economics*, Princeton University Press, Princeton et Oxford.
- Hoffman, A.E. Giovannini, M. Nardo, M. Saisana, A. Saltelli et S. Tarantola (2005), « Handbook on Constructing Composite Indicators: Methodology and User Guide », OECD Statistics Working Paper, 2005/3, OCDE, Paris.
- Kolm, S.C. (1969), « The Optimal Production of Social Justice », in J. Margolis et H. Guitton (dir. pub.), *Public Economics*, MacMillan, Londres.

Layard, R. (2005), *Happiness – Lessons from a New Science*, Penguin Press, New York.

Nordhaus, W.D. et J. Tobin (1973), « Is Growth Obsolete? », in M. Moss (dir. pub.), *The Measurement of Economic and Social Performance*, Studies in Income and Wealth, vol. 38, National Bureau of Economic Research, Cambridge.

OCDE (1986), *Les conditions de vie dans les pays de l'OCDE – Recueil d'indicateurs sociaux*, OCDE, Paris.

Sharpe, A. (1999), « A Survey of Indicators of Economic and Social Well-being », Document établi pour les Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, juillet.



Extrait de :
Society at a Glance 2006
OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/soc_glance-2006-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2007), « Structure et définition des indicateurs », dans *Society at a Glance 2006 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/soc_glance-2006-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.